

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 004 /CAB/MIN/ECO&COM/2014
ET N°M-HYD/CATM/002/CAB/MIN/2014 DU... 31... 2014...
FIXANT LES MODALITES DE DETERMINATION DU
DIFFERENTIEL DE TRANSPORT ET DU PRIX MOYEN
FRONTIERE A LA FOURNITURE DES PRODUITS PETROLIERS
PAR LA VOIE OUEST EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO

LE MINISTRE DES HYDROCARBURES

ET

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET COMMERCE,

Vu, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011, la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en son article 93;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance-Loi n° 81-013 du 02 avril 1981 portant Législation Générale sur les Mines et les Hydrocarbures;

Vu l'Ordonnance loi n°008/2012 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevance du pouvoir central;

Vu l'Ordonnance n°12/004 du 28 avril 2012 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres, d'un Ministre délégué et des Vice-Ministres;

Vu l'Ordonnance n°12/007 du 11 juin 2012 portant Organisation et Fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu, l'Ordonnance n°12/008 du 11 juin 2012 fixant les attributions des Ministères ;

Vu le Décret n°011/18 du 11 avril 2012 portant manuel des procédures harmonisées transitoires applicables au Guichet Unique à l'importation ou à l'exportation des marchandises ;

Vu l'Arrêté Interministériel n°068.CAB.MIN.ENER/MIN-ECO/2006 du 22 décembre 2006 portant réglementation de l'activité de fourniture des produits pétroliers ;

Vu l'Arrêté Interministériel n°010/CAB/MIN-HYD/CMK/2012, n°409/CAB/MIN/TVC/003/2012 et n°003/CAB/MIN/COM/2012 du 05 mars 2012 portant désignation de l'Agence Maritime Internationale du Congo, « AMICONGO » en qualité d'agent maritime des transporteurs du pétrole brut et des produits pétroliers à l'exportation et à l'importation en République Démocratique du Congo ;

Vu l'Arrêté Ministériel n°002 du 09 février 2010 portant organisation et fonctionnement du Comité Professionnel des importateurs ;

Considérant les conclusions des travaux de la Commission Interministérielle sur l'assainissement et la normalisation du différentiel de transport des Produits Pétroliers fournis par la voie Ouest de la République Démocratique du Congo approuvées par la lettre n° CAB/PM/CCPG/AL/2014/012536 du 17 juin 2014 de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre ;

Vu la nécessité et l'urgence;

ARRETEMENT:

ARTICLE 1^{er} :

Le présent Arrêté fixe les modalités de détermination du différentiel de transport et du Prix Moyen Frontière Commercial des produits pétroliers fournis par la voie OUEST de la République Démocratique du Congo.

ARTICLE 2 :

Au sens du présent Arrêté, on entend par :

1. Commission à la fourniture : le bénéfice que tire le fournisseur dans son activité ;
2. Coût de financement : le coût global lié à la rémunération résultant d'un emprunt auprès d'une banque commerciale pour l'acquisition d'une cargaison des produits pétroliers nécessaires pour démarrer l'activité ;
3. Différentiel de transport : somme des divers frais justifiables supportés par les produits pétroliers depuis le lieu d'achat jusqu'au poste d'entrée en République Démocratique du Congo ;
4. Frais d'inspection et contrôle : frais liés à la certification qualitative et quantitative de la cargaison et payés à l'OCC;
5. FERI : Fiche électronique de renseignements à l'importation ;
6. Frais des statistiques : frais liés à la tenue des données pétrolières à l'importation, alloués à l'agent maritime;
7. Frais de régulation : frais liés au fonctionnement de l'organe technique de suivi du différentiel et du prix moyen frontière commercial, alloués au Comité de suivi y afférent ;



8. Frais SOCIR : frais payés par le fournisseur à la SOCIR en cas d'allègement du tanker ;
9. Produits Pétroliers : les Carburants Terrestres, à savoir l'Essence, le Pétrole Lampant, le Gasoil, le Fuel-Oil Marché Intérieur « FOMI » et le Gaz de Pétrole Liquéfié « GPL » et les carburants d'Aviation en l'occurrence l'Avgaz et le Jet A1;
10. Pertes et coulages : quantités des produits pétroliers perdues lors des opérations de manutention, d'entreposage ou de transport ;
11. Prix Moyen Frontière Commercial : valeur moyenne déterminée en vue de servir de coût d'un produit pétrolier et de base pour le calcul ad valorem des droits de douane;
12. Valeur CIF : valeur déterminée par la relation FOB+Différentiel ;
13. Valeur FOB : moyenne arithmétique des cotations journalières publiées par PLATT'S EUROPEAN MARKET SCAN sous la rubrique « CARGOES CIF NWE BASIS ARA » des jours J-2 et J+2 ou J est la date B/L ou valeur prise sur la FERI de la cargaison.

ARTICLE 3 :

Les éléments ci -après interviennent dans la détermination du différentiel de transport et de la valeur CIF des Produits Pétroliers fournis par la voie OUEST. Ils sont considérés aux taux repris en regard de leurs dénominations.

1. FOB : Taux contenu dans la « FERI » de la cargaison confirmé par l'approche Platt's NWE basis ARA du jour ;
2. Frêt : Taux contenu dans la « FERI » de la cargaison, confirmé par l'approche Worldscale;
3. Assurance : Taux contenu dans la « FERI » de la cargaison, confirmé par la relation 0,15% (FOB+ Frêt + Commission à la fourniture) ;
4. Coûts de financement : Taux LIBOR (en USD pour trois mois) du jour appliqué au CIF, confirmé par la relation 2,00%(FOB+ Assurance+ Pertes en Mer) ;
5. Pertes et coulages liés au transport maritime 0,25% FOB (Tous produits confondus)
6. Commission à la fourniture : 5,00 USD/TM (tous produits confondus) ;
7. Frais SOCIR :
 - a. Allègement 7,5 USD/TM
 - b. Pertes et coulage 0,5% FOB (tous produits confondus)
8. Frais SEP-CONGO : Pertes et coulages liés au stockage 0,25% FOB (Tous produits confondus) ;
9. Débours de l'Agence maritime comprenant :
 - a. Frais CVM : application de la Note Circulaire n°ADF/DG/0772/2007 du 20 décembre 2007 ;

- b. Frais d'Inspection et Contrôle : application de la Note Circulaire Interministérielle n° 001/CAB/MIN/ECO&COM/2014 et n° M-HYD/CATM/001/CAB/2014 du 11 juillet 2014 ;
- c. Frais OGEFREM : 1,8 % Fret + 0,5€/TM ;
- d. DGDA : application de la Note Circulaire n°DG/DAF/DP/TD/243/95 ;
- e. Frais PNHF : application de l'Arrêté Interministériel n°0030/CAB/MIN/SP/2005 et n°066/CAB/MIN/FINANCES/2005 du 27 juin 2005 ;
- f. Frais Commissariat Maritime : Application de l'Arrêté Interministériel n° 018/CAB/MIN/TVC/2012 et n° 039/CAB/MIN/FINANCES/2010 du 16 avril 2010 ;
- g. Commission Agent Maritime : 5000 USD ;
- h. Frais des statistiques : 0,50 USD/TM ;
- i. Frais de régulation : 0,50 USD/TM.

ARTICLE 4 :

Le Prix Moyen Frontière Commercial est évalué décadairement en calculant la valeur moyenne pondérée des quantités des Produits Pétroliers réceptionnées aux ports en République Démocratique du Congo et celles mises en consommation, en prenant en compte les sorties des Produits Pétroliers des complexes SOCIR et SEP-CONGO, dans la période considérée.

ARTICLE 5 :

L'Agent Maritime est chargé du recouvrement de tous les frais de rémunérations des prestations effectuées en République Démocratique du Congo, à l'exception de ceux des sociétés de logistique pétrolière, en l'occurrence SOCIR et SEP-CONGO.

ARTICLE 6 :

Les Secrétaires Généraux aux Hydrocarbures et à l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le **31 JUL 2014**

Jean- Paul NEMOYATO BAGEBOLE

Crispin ATAMA TABE MOGODI

Ministre de l'Economie et
Commerce

Ministre des Hydrocarbures

INTERDEPARTMENTAL DECREE N° 004/CAB/MIN/ECO&COM/2014 ET N°M-HYD/CATM002/CAB/MIN/2014 OF 31ST JULY 2014 –SETTING THE METHOD APPLIED TO DETERMINE THE DIFFERENTIAL OF TRANSPORT AND THE AVERAGE BORDER PRICE FOR THE PROVISION OF OIL GOODS BY THE WEST SIDE IN DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO.

THE MINISTER OF HYDROCARBON AND THE MINISTER OF ECONOMY AND FINANCE:

Considered, as modified in the law n°11/002 of 20TH January 2011, the Constitution of the Democratic Republic of Congo of 18th February 2006, with regard to its article 93;

Considered, as modified and completed until today, order law n°81-013 of 2nd April 1981, bringing a general legislation onto Mining and Hydrocarbon.

Considered the regulation law n°008-2012 setting the list of rights, taxes and royalties of the central power.

Considered the regulation law n°12/004 of 28th April 2012 bringing /bearing appointment of Vice Prime Ministers, of Ministers and of a delegated Minister and Vice Ministers:

Considered the regulation law n°12/007 of 11th June 2012 bringing/bearing organization and functioning of Government, practical methods of collaboration among the President of the Republic and the Government and its members:

Considering the regulation law n°12/008 of 11th June 2012 setting the attributions of the Ministers.

Considered the decree n°011/18 of 11th April 2012 bringing/bearing temporary harmonized procedure manual to be applied to “Guichet Unique” for import or export of goods.

Considered the interdepartmental decree n°068.CAB.MIN.ENER/MIN-ECO/2006 of 22nd December 2006 bringing a regulation in the activity of provision of oil products.

Considered the interdepartmental decree n° 010/CAB/MIN-HYD/CMK/2012 n°409/CAB/MIN/TVC/003/2012 and n°003 CAB/MIN/COM/2012 of 5th March 2012 bringing the appointment of Agence Maritime Internationale du Congo, “AMICONGO” as maritime agent of Oil transporters of crude and Oil products for import and export in Democratic Republic of Congo.

Considered the Interdepartmental decree n°002 of 9th February 2010 bringing organization and functioning of Professional Board of importers:

Considering the final results of the job session of interdepartmental Board about sanitation and normalization of differential of transport for Oil Products provided by the west way of Democratic Republic of Congo approved with letter n°CAB/PM/CCPG/AL/2014/012536 of 17th June 2014 of HIS Excellency the Prime Minister:

Considering necessity and urgency:

DECREE

1ST ARTICLE:

The present decree sets the modalities to determine the differential of transport and the average commercial border's price of Oil product provided by the west side of Democratic Republic of Congo.

2ND ARTICLE:

Respecting the present decree, it is meant:

- 1 – Commission to the provision: the benefit created from the supplier in its activity.
- 2 – Financial cost: The global cost related to the interest as a result of a loan from a commercial bank in order to acquire the necessary oil cargo to sustain the activity.
- 3 – The transport differential: an amount of justifiable expenses to be added to oil products from the place of purchase to the borders (entry) of Democratic Republic of Congo.
- 4 – Inspection and control fees; fees related and paid to OCC accordingly to quality and quantity certification of the goods.
- 5 – FERI : Electronic Cargo Tracking note for import.
- 6 – Statistics' fees; costs for keeping secured petroleum import data, allocated to the shipping agent.
- 7 – Regulation fees: costs related to the performance of technical dept. in charge for differential of transport and average rate of commercial border, allocated to the concerned committee.
- 8 – SOCIR fees: fees paid from the supplier to SOCIR in case of alleviation of tanker.
- 9 – Oil Products : fuel, kerosene oil, diesel oil, fuel oil for internal market "FOMI" and liquefied petroleum gas and aviation oil and in this case Avgaz and the Jet A1.
- 10 – Loss and leaking: loss quantity of oil products during maintenance, repositioning and transport.
- 11 –Average commercial border price: average value determined to serve cost of tanker product and as well basic for calculation of ad valorem tariffs.
- 12- CIF value: value obtained from FOB value + differential.
- 13 – FOB value: average arithmetic daily quotation published by PLATT'S EUROPEAN MARKET SCAN under the Rubrica "CARGOES CIF NEW BASIS ARA" on days J-2 and J+2 where J is corresponding to the date of B/L or on the value of goods indicated in FERI.

ARTICLE 3

The following data are given to determine the differential of transport and the CIF value of Oil Products provided on the West Way. They are taken in consideration accordingly to the rate and in relation to their names.

1 – FOB : the rate part of “FERI” with reference to the goods confirmed by PLATT’S NEW basis ARA of the day.

2 – FREIGHT : Considering the Worldscale approach, the rate is part of the “FERI” with reference to the goods.

3 – INSURANCE: rate part of “FERI” with reference to the goods, in consideration of the relation 0.15% (FOB + freight +supply commission)

4 – Financing cost : LIBOR rate of the day applied to CIF incoterm (calculated in USD for three months), in accord with relation 2,00% (FOB + INSURANCE + LOST AT SEA)

5 – Loss and leaking connected to maritime transport 0,25%FOB (all products combined)

6 – Supply commission: 5,00 USD/TM (all products combined)

7 – SOCIR fees:

- a) Alleviation 7,5 USD/TM
- b) Loss and leaking 0,5% FOB (all products combined)

8 – SEP CONGO fees: loss and leaking related to storage 0.25% FOB (all products combined)

9 – Outgoing of maritime Agency with reference to:

- a) CVM fees: application of circular note n°ADF/DG/0772/2007 of 20th December 2007;
- b) Inspection and control Fees: application of interdepartmental circular note n°001/CAB/MIN/ECO&COM/2014 et n°M-HYD/CATM/001/CAB/2014 of 11th July 2014
- c) Ogefrem Fees: 1.8% Freight rate + 0,5€ /TM
- d) DGDA : Application of circular note n°DG/DAF/DP/TD/243/95;
- e) PNHF fees; Application of Interdepartmental decree N°0030/CAB/MIN/SP/2005 and n° 066/CAB/MIN/FINANCES/010 of 27th June 2005;
- f) Maritime Police Fees : Application of Interdepartmental decree n° 018/CAB/MIN/TVC/2012 and n°039/CAB/MIN/FINANCES/2010 of 16th April 2010
- g) Maritime Agent Commission : USD 5000
- h) Statistics Fees : 0,50 USD / TM
- i) Regulation Fees : 0,50 USD / TM

ARTICLE 4

The average commercial border price is decadal evaluated with the usage of a weighted average value of the quantities of Oil Products received at the ports of Democratic Republic of Congo and those used for consumption, considering the exports of Oil Products from SOCIR and SEP-CONGO in a certain period.

ARTICLE 5

The Maritime Agent is charged with recovering all costs that take place in Democratic Republic of Congo, except for those of logistic Oil companies , in this case SOCIR and SEP-CONGO.

ARTICLE 6

The general secretaries for Hydrocarbons and Economy are charged for their respective roles with implementation of the present decree which takes effect from the date of signature.